

Vaud face au monde qui se durcit

14.04.2026

D'un coup d'oeil

- Le durcissement du contexte international affecte directement les entreprises exportatrices vaudoises : coûts en hausse, demande plus incertaine et investissements sous pression.
- L'accès au marché européen et la ratification d'accords de libre-échange sont déterminants.

Depuis quelques semaines, tout s'accélère. Guerre au Moyen-Orient, tensions sur l'énergie, incertitudes venues des États-Unis. Le contexte international se dégrade. Et dans le Nord vaudois, cela se ressent déjà. À Yverdon, à Sainte-Croix ou dans les zones industrielles de la région, de nombreuses entreprises vivent de l'exportation. Machines, composants de précision et sous-traitance. Leur activité dépend directement de ce qui se passe à l'étranger.

En janvier, les prévisions annonçaient un net ralentissement de la croissance vaudoise en 2026. Trois mois plus tard, les signaux vont dans ce sens. Les entreprises tiennent encore grâce au marché suisse. Mais dès qu'il s'agit d'exporter, la situation se complique. Le franc fort pénalise, l'énergie renchérit et les clients deviennent plus hésitants. Près de 40% des PME industrielles suisses anticipent déjà un impact négatif sur leurs investissements. Concrètement, produire ici et vendre à l'étranger devient plus difficile.

S'adapter reste possible, mais cela a un coût. Plus de démarches, plus de délais, parfois la nécessité de produire ailleurs pour continuer à vendre. En pratique, cela peut conduire certaines entreprises à déplacer une partie de leur production ou de leurs investissements à l'étranger. La question des débouchés devient alors très concrète.

L'Union européenne reste de loin notre principal client. Pour beaucoup d'entreprises vaudoises, elle fonctionne presque comme un marché intérieur. Pouvoir y vendre facilement permet de produire ici et de garder les emplois ici. Dans le même temps, la concurrence avance. L'Union européenne ouvre ses marchés avec le Mercosur, un bloc de pays d'Amérique du Sud comme le Brésil ou l'Argentine. La Suisse a elle aussi conclu un accord avec ces pays dans le cadre de l'AELE. Tant qu'il n'est pas ratifié, nos entreprises continuent toutefois de payer des droits de douane là où leurs concurrents européens bénéficient déjà d'un accès préférentiel. Le désavantage est immédiat.

Dans un monde où le commerce se durcit, ne rien faire finit par coûter. Les effets ne font pas de bruit. Ils s'accumulent, avec des coûts en hausse, des commandes plus incertaines et des investissements reportés. À la fin, ce sont des emplois et de l'activité qui ne sont pas créés chez nous. Pour nos entreprises, le message est simple. Dans un environnement instable, il faut pouvoir s'appuyer sur des partenaires fiables. L'Union européenne en fait partie.

La présente opinion a paru dans le Nord Vaudois le 10 avril 2026.

Arnaud Midez

Responsable de projets Économie extérieure

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch
